Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 36 (1999)
Heft: 1404

Artikel: Le chômeur : une victime sacrificielle?
Autor: Berthoud, Gérald
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1014851

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le chômeur: une victime sacrificielle?

Par Gérald Berthoud, professeur d'anthropologie à l'Université de Lausanne

Le «toujours plus» et le «toujours mieux» ordonnent la société. Et sur ces principes, sont sacrifiés ceux qui ne peuvent s'y soumettre. Et si nous changions de voie? Gérald Berthoud analyse les nouveaux mythes.

RECHERCHER LA PLUS grande efficacité, à court terme, c'est accepter que la question de l'emploi ne peut se régler qu'à l'intérieur du champ économique, envisagé dans sa plus grande autonomie. Cette voie libérale est présentée aujourd'hui comme la marque par excellence de l'exigence rationnelle. Qui pourrait s'inscrire contre un tel impératif, sauf à vouloir passer pour un esprit illogique et archaïque? Ne sommes-nous pas tous engagés dans un monde en pleine mutation? N'avons-nous pas le devoir d'acquérir, de gré ou de force, une véritable «culture du changement», celle qui s'exprime, par exemple, dans des termes comme flexibilité, mobilité, ou encore employabilité?

Promouvoir l'employabilité du plus grand nombre impliquerait de revoir radicalement les politiques de l'emploi, ce qui imposerait, entre autres, de considérer prioritairement toute personne comme un «capital humain». Dans cette perspective, les politiques de l'éducation et de la formation devraient s'adapter étroitement aux exigences toujours changeantes de l'économie. Dans une telle vision du monde, chacun se devrait d'intérioriser l'idée qu'il est une «ressource humaine», dont il faut en permanence prouver l'utilité ou reconnaître l'inutilité. Le maître mot, qui devrait clore toute discussion, nous le savons bien, est celui de restructuration.

«Plus, c'est mieux?»

Le recours à la rationalité toute puissante pour licencier, non en vue de garantir simplement l'existence de l'entreprise, mais pour gagner des points dans la course mondialisée de la compétitivité, masque une idéologie apparemment indiscutable. Telle semble bien être la croyance dans le «toujours plus» ou dans le «plus, c'est mieux», érigée en une valeur primordiale, au point que tout devrait lui être subordonné.

En d'autres termes, selon le précepte bien connu de la morale utilitariste, tout ce qui sert à accroître le bonheur individualiste du plus grand nombre possible est juste. Cette justice exige, en toute rationalité, le sacrifice d'une minorité pour permettre l'ascension généralisée vers le bien-être d'une majorité. Un large consensus permet alors de désigner des victimes, qui doivent en «payer le prix». Telle est la formulation, souvent reprise dans la presse dès qu'il s'agit d'une suppression d'emplois plus ou moins massive, qui se réfère à «ceux qui seront sacrifiés sur l'autel de la restructuration».

Le désenchantement du monde

Faut-il voir dans ces images, empruntées à l'univers religieux, de simples mots dont le sens serait si affaibli qu'ils pourraient être remplacés par d'autres termes d'usage courant? Au contraire, ne serait-il pas plus juste de relativiser pour le moins le «désenchantement du monde»?

Certes quand «tout va bien», le seul jeu des intérêts privés semble suffire pour assurer la régulation de la société. La croissance produit de grandes inégalités, mais le jeu social n'est pas à somme nulle. En bref, chacun a la ferme impression de gagner quelque chose. Tous les individus établissent des échanges mutuellement intéressés, au point de faire croire que la société ne serait que la résultante de multiples actions proprement économiques. Mais que se passe-t-il quand ce système d'accumulation continue fonctionne de plus en plus mal, quand la revendication des multiples «droits à» se heurte à des obstacles insurmontables et quand l'enrichissement des uns apparaît, de plus en plus, comme l'appauvrissement des autres? Que faire quand la croissance retrouvée ne tient plus ses promesses pour tous et quand l'avenir est lourd d'incertitudes, malgré les vues optimistes des experts?

Pour sûr, la représentation horizontale d'une société considérée comme fluide ne suffit plus. Tend alors à s'imposer la vision verticale du sacrifice et l'idée, certes mélangée et confuse, de la transcendance. Mais quel pourrait bien être le destinataire d'une telle action, dans une société qui refuse explicitement toute référence au sacré? Le recours aux dieux pour régler les problèmes immanents ne renvoie-t-il pas à l'ère révolue de la tradition? Et si nous offrions des sacrifices «à des dieux que nous croyions avoir oubliés», à suivre Michel Serre? Parmi les «divinités» qui nous sont familières, la maîtrise du monde, la croissance économique, la recherche illimitée du bien-être et d'autres encore illustrent la sacralisation du mouvement capitaliste.

L'impasse sacrificielle

Et si nous nous trompions dramatiquement, en poursuivant – ou tout au moins en prétendant poursuivre – la voie de la maximisation du bien-être, envisagée comme la fin ultime de la société et propre à justifier ainsi tous les sacrifices possibles? Sommes-nous irrémédiablement enfermés dans une relation irréductible entre bien-être et survie? Et si notre soumission à une instrumentalité généralisée n'était qu'une illusion destructrice pour le plus grand nombre, et ne servant qu'à garantir les intérêts d'une minorité? En d'autres termes et pour reprendre l'expression utilisée par Max Weber, la rationalisation du monde, en nous engageant dans la voie d'une émancipation sans limite, nous emprisonne dans une «cage de fer».

Aujourd'hui l'accumulation capitaliste repose de moins en moins sur l'exploitation directe du travail et donc de plus en plus sur la mise en valeur des innovations techniques, grâce à la concentration des capitaux à la recherche du plus grand profit possible. Ne faut-il pas alors se faire à l'idée que les applications technoscientifiques, dans le champ économique, permettent de manière tendancielle de se débarrasser de l'homme ou tout au moins de le marginaliser? Une manière, encore bien spéculative certes, d'imaginer le possible autosacrifice ultime de l'humanité tout entière? ■